

WISG

Workshop interdisciplinaire sur la sécurité globale

26 & 27 mars **2025** • EDF Lab
Paris-Saclay



La souveraineté numérique au prisme des SHS

Francesca MUSIANI

DR CNRS, Directrice, Centre Internet
et Société



centre
— internet —
et société



Secrétariat général
de la défense
et de la sécurité nationale

Une notion en devenir

- différentes formes d'indépendance, de contrôle et d'autonomie des États – mais aussi des quasi-États et même d'entités politiques moins formelles – sur les infrastructures, les technologies et les données numériques constituant Internet
- Revendication d'abord portée par des régimes dits « autoritaires » comme la Chine, puis la Russie
- démocraties libérales mobilisent désormais également le concept pour souligner leur objectif d'accroître leur autodétermination en matière de technologies et de services numériques

Un rôle « renouvelé » des Etats?

- Notion liée à l'application des lois nationales et des interventions gouvernementales dans la sphère numérique
- Argument des Etats que la souveraineté (numérique) est nécessaire à la protection des « biens vitaux » allant de la sécurité à la prospérité, en passant par les normes culturelles, la diversité et le contrôle des médias
- les citoyens attendent aujourd'hui de leurs gouvernements qu'ils protègent ces biens et leurs droits, par exemple en renforçant la confidentialité en ligne ou en luttant contre la désinformation en ligne et la cybercriminalité
- → le concept de souveraineté numérique est devenu un puissant argument politique pour que l'État redevienne une catégorie pertinente dans le développement et la gouvernance mondiale des infrastructures et des services numériques

Au-delà des Etats?

- de plus en plus mobilisé par des entités « quasi-étatiques » ou encore des collectifs de la société civile, afin d'articuler leurs revendications en faveur d'un renforcement de la capacité d'autodétermination des populations dans la sphère numérique...
- ...tant face aux puissants acteurs économiques qu'aux acteurs étatiques dominants
- Le concept de DS acquiert de nouvelles facettes à mesure qu'il est de plus en plus associé aux technologies dites « pervasives », de l'intelligence artificielle à l'Internet des objets

- Jusqu'à ces dix dernières années, l'ère numérique était généralement présentée comme un défi lancé à l'État-nation
- Mais recomposition de la mondialisation est en cours
 - ↳ crises économiques
 - ↳ guerres commerciales
 - ↳ perturbations des chaînes d'approvisionnement
 - ↳ urgences environnementales
 - ↳ bouleversements politiques
 - ↳ regain de tensions géopolitiques.

Ces événements ont entraîné une concurrence accrue entre les États et une modification des rapports de force.

Dans ce contexte, les appels à une (ré)affirmation de l'intervention de l'État dans le domaine numérique se font de plus en plus entendre.

Un moment clé...

- la révélation par Edward Snowden en 2013 de l'ampleur de la surveillance américaine des communications
- rendue possible par la domination des entreprises américaines sur les services et infrastructures numériques

L'une des conséquences: l'accélération des initiatives de localisation des données, exigeant que les données soient physiquement stockées dans la juridiction d'un pays et/ou ne soient pas transférées à l'étranger

Approches concurrentes de la gouvernance numérique émergent...

- En Europe, en Russie ou en Chine
- remettant en cause le modèle originel de l'« Internet ouvert de la Silicon Valley » (O'Hara et Hall, 2021).
- Rétrospectivement, l'Internet mondial peut être perçu comme un instrument clé de l'« internationalisme du soft power » (McCarthy, 2015 ; Baykurt, 2021) au service de l'hégémonie américaine
- Des alternatives invoquent l'autodétermination, entendue comme « souveraineté numérique » : l'intervention de l'État dans la gouvernance numérique est censée défendre les intérêts des citoyens et des consommateurs, stimuler les avantages concurrentiels et l'innovation, et gérer les questions de sécurité et les enjeux stratégiques

Une notion polysémique

- Concept a fait l'objet d'interprétations radicalement différentes et a impliqué des options réglementaires, politiques et techniques contrastées
- a trouvé sa place aussi bien dans les pays autoritaires que dans les démocraties libérales, et implique souvent une position défensive vis-à-vis du modèle américain – où de telles initiatives sont souvent perçues comme du « protectionnisme numérique »
- Cependant, les États-Unis eux-mêmes sont désormais la cible d'un « trafic de données » soutenu par l'État, ont adopté des mesures de protection face à la puissance numérique croissante de la Chine, par exemple en interdisant à Huawei le marché de la 5G, et subventionnent massivement la recherche et la fabrication nationales de semi-conducteurs par le biais de la loi CHIPS and Sciences Act adoptée en 2022
- Les revendications de souveraineté numérique peuvent également fournir une justification pratique à un contrôle centralisé accru des infrastructures numériques nationales, ainsi qu'à des restrictions sur les investissements étrangers (voir Russie et Chine)

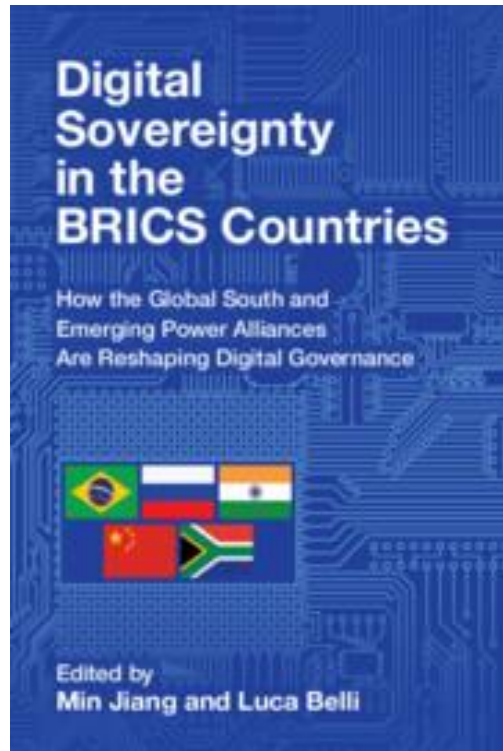
Revendications « alternatives » de SN

- qui ne se fondent pas sur les frontières territoriales et le pouvoir étatique, mais insistent sur le fait que l'autodétermination doit être fermement ancrée chez les utilisateurs et la société civile
- Certaines de ces approches définissent l'autodétermination au niveau infrastructurel et stipulent des dépendances entre l'architecture et la conception des plateformes numériques et les modèles de souveraineté des données qu'elles produisent
- Exemples: « fédiverse » (Mastodon), technologies open source pour et avec l'Etat

Au-delà du prisme EU-US

- La question de la circulation des normes et des pratiques de souveraineté de l'internet nécessite d'être envisagée sous différents angles et d'enrichir les modèles fondés sur les prismes américain et européen
- La question de la circulation des réglementations numériques et des solutions technologiques est particulièrement prégnante entre la Chine et la Russie, et se joue à différentes échelles et dans différentes arènes internationales.
- Les normes chinoises et russes en matière d'infrastructures se répandent dans diverses régions, notamment en Asie centrale, en Asie du Sud-Est et en Afrique

Projets en cours ou récemment terminés...



ANR DIGISOV,
Gouvernance numérique
et souveraineté dans un
monde fracturé : États
concurrents et circulation
des normes
2024-2027
<https://digisov.org>

ORA ClaimSov,
(Re-)claiming digital sovereignty in
discourse, policy and practice,
2025-2028
Début au 1^{er} mai 2025

Merci!

francesca.musiani@cnrs.fr

<https://cis.cnrs.fr/francesca-musiani/>

Côté médias sociaux, plutôt sur LinkedIn ces temps-ci: <https://www.linkedin.com/in/francesca-musiani-b643667/>